

La Résistance nationale du Mozambique (RNM, opposition armée au régime de Maputo) a libéré huit nouveaux otages, lundi 22 décembre, près de la frontière entre le Mozambique et le Malawi. Selon un porte-parole de la RNM à Lisbonne, ces coopérants - quatre Portugais, un Britannique, un Allemand de l'Ouest ainsi que deux membres de la famille de ce dernier - ont été remis à la Croix-Rouge, à 18 kilomètres au nord de la localité mozambicaine de Zobue, dans la province de Tete. Un premier groupe d'otages, comprenant cinquante-sept personnes, avait été libéré le 17 décembre. - (AFP, Reuter.)

MAPUTO de notre envoyé spécial

Le drame du Mozambique peut se résumer en quelques chiffres : 40 % de la population ne disposent pas de suffisamment de ressources pour se nourrir ; 50 % des enfants meurent avant l'âge de cinq ans ; 1 300 000 Mozambicains ont été chassés de chez eux, dont 300 000 à l'extérieur des frontières, par une guerre qui a déjà fait 300 000 victimes. Les quatre années de sécheresse qui ont ravagé la presque totalité d'un territoire grand comme une fois et demie la France ont été suivies par des inondations, en février 1985. Une description qui illustre l'immensité des besoins de ce pays, dont les malheurs sont souvent méconnus.

Après l'Ethiopie, le Mozambique ? C'est en tout cas le sentiment d'un responsable de l'UNICEF, selon lequel le Mozambique est le pays où les déficiences alimentaires sont les plus importantes sur tout le continent africain. Le nouveau président de la République, M. Joaquim Chissano, admet que la famine sévit, et les autorités reconnaissent que les mois à venir vont être difficiles. L'UNICEF a calculé que 60 % des besoins alimentaires des 5,5 millions d'habitants victimes de sous-nutrition pourront être satisfaits. Il

n'est pas nécessaire de lancer une nouvelle campagne, puisque d'innombrables organisations humanitaires sont déjà présentes sur le terrain. L'aide arrive donc, avec, en tête, les organisations américaines, qui ont distribué 187 000 tonnes de nourriture. Mais cette aide parvient difficilement à destination, en raison de la paralysie des transports due à la guerre.

Ce conflit oublié, qui ronge le pays depuis son indépendance en 1975, entre aujourd'hui dans une phase décisive.

Les troupes régulières sont passées à la contre-offensive au nord pour repousser, si possible au-delà des frontières, les rebelles de la RNM qui ont envahi le territoire à la fin septembre, en provenance du Malawi. Aucune information ne filtre sur l'ampleur des combats, qui se développent essentiellement dans la plus riche province du pays, celle du Zambèze. L'issue de cette bataille risque de peser lourd sur l'avenir du régime. Si l'adversaire n'est pas délogé, la RNM pourra prétendre contrôler une partie du territoire et créer un gouvernement provisoire, comme on lui en prête l'intention.

Le président Chissano, pour essayer de faire pencher la balance en sa faveur, est allé réclamer, au début du mois de décembre, de l'aide au président tanzanien Ali Hassan Mwinyi. Ce dernier a promis de mettre à sa disposition un contingent militaire, ce qui consacrerait l'internationalisation du conflit mozambicain. Il y a déjà huit mille soldats zimbabwéens sur le terrain, et on indique, de bonne source, que ce contingent vient d'être renforcé.

Le couloir de Beira

Petit à petit, ce qui n'était qu'une guérilla se transforme en une guerre régionale. Le Mozambique est devenu l'abcès de fixation des tensions australes, car ce pays illustre, pour les Etats riverains, l'exemple de la déstabilisation menée dans la région par Pretoria, accusée de soutenir activement la RNM. Le Mozambique constitue également pour ses voisins un débouché naturel vers la mer, c'est-à-dire un moyen de réduire leur dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud. L'enjeu est donc de taille, car le « renforcement » du couloir de Beira priverait le gouvernement de M. Botha d'un moyen de pression important.

Telle est, à long terme, la dimension véritable de cette bataille, vitale pour le président Chissano. La survie du FRELIMO en dépend. D'où cet appel à l'aide tous azimuts, dont l'objet est non seulement de remporter la victoire militaire, mais aussi de redresser une économie en ruine. Dans ce domaine, les priorités sont de rétablir et d'améliorer les voies de communication et d'augmenter la capacité des ports.

Des travaux sont en cours au nord, dans le port de Nacala, et un projet de 185 millions de dollars pour la réhabilitation du couloir de Beira a été adopté. Ce « cordon ombilical » de 300 kilomètres de long relie Mutare, au Zimbabwe, au port mozambicain de Beira, et comprend une voie ferrée, une route et un pipe-line. L'armée zimbabwéenne tente de le protéger des sabotages de la RNM. La communauté européenne a pris en charge la réfection du port, pour un coût estimé à 40 millions de dollars. La première phase pourrait être terminée en mars 1987 et faire passer la capacité du port à 2 millions de tonnes. La seconde, prévue sur une durée de trois ans, devrait permettre d'atteindre 3,5 millions de tonnes et donner ainsi à la Zambie et au Zim-

remarquer un diplomate : « Comment imaginer que la RNM et l'Afrique du Sud permettront aux pays de la ligne de front de s'échapper à travers le couloir de Beira ? ». La deuxième ville du pays, Beira, est depuis le mois d'août une cité sinistrée. Privée d'électricité et d'eau, elle vit au ralenti, envahie par les réfugiés. Sa population serait passée de 200 000 à 300 000 habitants.

Des enfants faméliques

La nuit, il est fortement déconseillé de s'aventurer sur les routes. A Maputo, la capitale, il arrive que l'on entende des coups de feu dans les faubourgs. La majeure partie du pays est désorganisée, et le système scolaire ne peut plus fonctionner normalement. Cinq cents écoles ont été détruites et trois cent mille enfants ne sont plus scolarisés (73 % de la population adulte sont illettrés) ; les programmes de vaccination ne peuvent plus être réalisés. Selon le ministère du commerce, entre 15 % et 25 % des enfants dans six des dix provinces sont victimes de retard de croissance en raison de la malnutrition. La gigantesque centrale hydro-électrique de Cahora-Bassa, sur le Zambèze, ne fonctionne qu'à 1 % de sa capacité. Le trafic du port de Mabuto est passé de 6,8 millions de tonnes en 1973 à 0,9 million de tonnes en 1985.

Le Mozambique s'asphyxie sous la triple conjonction des calamités naturelles, de la guerre et des erreurs du régime marxiste-léniniste, que le président Chissano reconnaît en ces termes : « C'est en

faisons les choses qu'on apprend à les faire. » Premier objectif : assurer la sécurité dans le pays, sans laquelle aucun progrès économique n'est possible. Le premier ministre, M. Mario Machungo, reconnaît que 50 % du budget sont consacrés à la lutte contre la RNM. Des mesures d'austérité seront prises très prochainement pour développer l'effort de guerre. « Des sacrifices patriotiques », dont on se demande comment le peuple mozambicain va pouvoir les endurer.

Le secteur public pourrait être réduit, la monnaie dévaluée et le secteur privé encouragé. Un programme économique est en cours d'élaboration avec le Fonds monétaire international. La dévaluation du meticaïs, la monnaie nationale, est considérée comme inévitable. La parité officielle est trop loin de la réalité : 40 meticaïs pour 1 dollar, alors qu'au marché noir le cours oscille entre 1 200 et 1 300 meticaïs...

La tâche à entreprendre pour le président Chissano, dans ce pays où l'autosuffisance alimentaire est largement possible, est immense. La famine reste la principale préoccupation, après la guerre, même si les photos d'enfants mozambicains faméliques ne s'étaient pas dans les journaux du monde entier. Celles que l'on nous montre représentent des paysans vêtus de sacs de céréales fournis par l'aide internationale, des réfugiés dont le nez et les oreilles ont été coupés par les rebelles de la RNM...

MICHEL BOLE-RICHARD.